

Commission : Sommet UE- Méditerranée, et Moyen-Orient

Problématique : Comment relancer une coopération trans-méditerranéenne/Moyen-Orient profitable?

Auteur: Algérie

En 2024, l'Algérie est une République semi-présidentielle. Cela signifie qu'elle a un président élu qui est le chef de l'État et un Premier ministre nommé qui est le chef du gouvernement. Cependant, le système politique algérien a été marqué par une forte influence du pouvoir présidentiel, bien que des réformes aient été entreprises pour accroître la séparation des pouvoirs et renforcer le rôle du Premier ministre et du Parlement. Le pays est dirigé par le président Abdelmadjid Tebboune, qui détient la fonction politique la plus importante en Algérie, par l'ordre protocolaire mais aussi par incarnation de l'autorité de l'Etat. Il est le Chef Suprême des forces armées algériennes. Le 11 novembre 2023, le président Tebboune a choisi Nadir Larbaoui pour remplacer Aïmene Benabderrahmane en tant que premier ministre. Bien que l'Algérie ne soit pas considérée comme faisant partie du Moyen-Orient, c'est le plus grand pays bordant la méditerranée et il peut entretenir des relations de coopération avec certains pays de cette région. On va donc voir comment relancer une coopération trans-méditerranéenne/Moyen-Orient profitable?

Relancer une coopération trans-méditerranéenne/Moyen-Orient implique de nombreux enjeux mais aussi des problèmes. Relancer cette coopération sera dans un premier lieu un enjeu économique : La coopération transméditerranéenne peut favoriser le développement économique en facilitant les échanges commerciaux, les investissements et le développement d'infrastructures. Cependant, des obstacles tels que les barrières tarifaires, les différences réglementaires et les restrictions commerciales peuvent limiter le potentiel de cette coopération pour l'Algérie. Cette coopération pourra amener une stabilité régionale en renforçant la stabilité politique et sécuritaire dans la région. Pour l'Algérie, qui partage ses frontières avec des pays instables comme la Libye, la coopération régionale peut contribuer à atténuer les menaces sécuritaires transfrontalières.

L'Algérie entretient déjà des relations de coopération avec plusieurs pays du Moyen-Orient, bien que ces relations puissent varier en fonction des intérêts politiques, économiques et géostratégiques. Nous détenons des relations commerciales avec certains pays du Moyen-Orient dans le domaine de l'énergie. En effet, l'Algérie est un important producteur de pétrole et de gaz naturel, et elle exporte ces ressources vers certains pays de la région comme l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar. De plus, L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a renforcé la position de l'Algérie en tant que fournisseur d'énergie clé pour l'Europe. L'Algérie joue un rôle diplomatique dans la région, en coopérant avec des pays comme l'Égypte, la Jordanie et le Liban, notamment dans la résolution des conflits au Moyen-Orient. Nous pouvons aussi coopérer avec des pays comme la Tunisie et le Maroc dans le domaine culturel, favorisant les échanges d'artistes, de chercheurs et d'étudiants. Et enfin notre pays coopère avec des pays comme la Tunisie et l'Égypte dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, pour garantir la sécurité régionale.

Pour relancer une coopération trans-méditerranéenne/Moyen-Orient profitable, l'Algérie a déjà ratifié des accords, comme des accords de libre-échange notamment le GZALE (Grande zone arabe de libre échange) ou figure plusieurs pays du Moyen-Orient (Arabie-saoudite, Irak et Iran), notre pays a aussi ratifié des accords avec l'Union européenne, la Turquie, la Tunisie et le Maroc visant à faciliter le commerce et l'investissement entre ces pays. Notre pays a aussi ratifié des accords de coopérations régionales dans le but d'évoluer dans certains domaines comme la sécurité, la lutte contre le terrorisme, la migration, et la gestion des frontières avec les pays méditerranéens et du Moyen-Orient. Pour relancer cette coopération notre pays doit continuer à entretenir ces relations que ce soit des relations commerciales, diplomatiques et culturelles que nous avons citées auparavant. Mais de nombreuses solutions peuvent être mises en place pour remédier à ce problème, l'Algérie peut améliorer les infrastructures de transport maritime, aérien et terrestre pour faciliter le commerce et les échanges avec les pays de la région méditerranéenne et du Moyen-Orient. Nous pouvons aussi encourager les échanges d'étudiants, de chercheurs et d'artistes avec les pays méditerranéens et du Moyen-Orient afin de renforcer les liens culturels entre les peuples. L'Algérie peut s'impliquer plus activement au sein des organisations régionales comme l'Union pour la Méditerranée et la Ligue arabe. Cela pourrait renforcer les relations entre les pays et créer des opportunités pour chacun.

Pour conclure, l'Algérie détient de nombreuses relations solides en trans-méditerranée et au Moyen-Orient. L'Algérie n'est ni europhile ni eurosceptique. Elle a tout intérêt à continuer à développer ses liens avec l'Europe, ce qu'elle a commencé à faire notamment avec la signature d'un accord d'association signé le 22 avril 2022. Cet accord assure que les capitaux peuvent circuler librement et que les entreprises européennes en Algérie et les entreprises algériennes en Europe peuvent rapatrier leurs bénéfices sans obstacles.